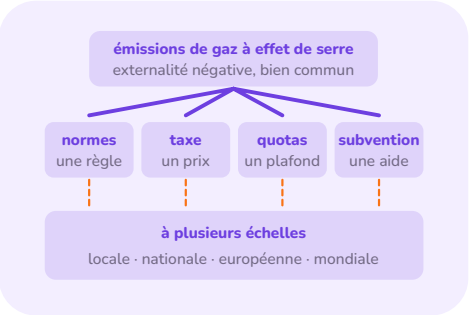
SES · TERMINALE GÉNÉRALE

Quelle action publique pour l'environnement ?

7 notions, l'essentiel à retenir et les pièges à éviter.



1 Un problème public

- Problème public : situation reconnue, grâce à des acteurs, comme relevant des pouvoirs publics ; mise à l'agenda : son entrée parmi les questions traitées.
- Acteurs : ONG, experts (GIEC, 1988), partis, entreprises (lobbying), mouvements citoyens, médias, en coopération et en conflit.

2 Plusieurs échelles

- Mondiale (ONU, COP), européenne (SEQE-UE, Pacte vert, – 55 % en 2030), nationale (taxe, loi de 2021), locale (plans climat).
- Les échelles s'emboîtent et parfois se heurtent ; subsidiarité : agir au niveau le plus proche efficace.

3 Externalité et bien commun

coût social = coût privé + coût externe

- Émissions : externalité négative, le marché produit trop.
- Atmosphère : bien commun (rival, non excluable), menacé de surexploitation (Hardin, 1968).

4 Réglementation et taxation

- Norme : résultat certain, même effort pour tous, contrôle nécessaire.
- Taxe pigouvienne (Pigou, 1920) : fixe le prix, réduction là où elle coûte le moins ; limite : acceptabilité (taxe carbone gelée en 2018).

5 Quotas et subventions

- Quotas : plafond de quantité, échanges, coût minimal ; prix instable (sous 10 € entre 2012 et 2017).
- Subvention à l'innovation verte : externalité positive de l'innovation ; coût budgétaire, effet d'aubaine.

6 Dysfonctionnements

- Lobbying et exemptions (quotas gratuits), fuites de carbone (ajustement carbone aux frontières, 2026), acceptabilité sociale, incohérences.

7 Négociations internationales

- Passager clandestin : chacun profite de l'effort des autres ; dilemme du prisonnier.
- Inégalités de développement : responsabilités communes mais différenciées (1992) ; Kyoto (1997) pour les seuls pays industrialisés ; Paris (2015) pour tous, sans sanction.

Pièges à éviter

- Confondre taxe (elle fixe le prix) et quotas (ils fixent la quantité).
- Oublier que le coût payé pour un quota est un transfert entre entreprises, pas un coût pour la société.
- Réduire les acteurs aux pouvoirs publics : experts, ONG, entreprises construisent aussi le problème.
- Présenter un instrument comme parfait : chacun a des avantages et des limites.
- Déduire une causalité d'une simple évolution simultanée du prix du carbone et des émissions.